

Gagner l'éducation pour tous en Tanzanie

De formation universitaire, **BRUNO DULAC** est volontaire d'ATD Quart Monde ; en Tanzanie, avec sa famille, depuis 2007. Auparavant, il était engagé à Noisy-le-Grand (France), dans un projet visant à repenser le travail à partir des adultes très pauvres.

Pendant plusieurs dizaines d'années la Tanzanie a tout misé sur l'éducation. Aujourd'hui, les résultats officiels cachent une réalité bien décevante. Et pourtant l'éducation n'est plus une priorité...

L'éducation pour tous a été pendant plusieurs décennies la grande priorité de la Tanzanie. Julius Nyerere, le premier président du pays, lui-même instituteur, considérait que le développement de son pays passerait obligatoirement par l'éducation. Les ajustements structurels exigés par le FMI d'abord, puis de nouvelles orientations politiques font que, pour la première fois dans l'histoire du pays, l'éducation ne fera plus partie des cinq priorités à partir du budget 2011/2012. Cela signifie-t-il que cet objectif de l'éducation pour tous a été atteint et n'est donc plus prioritaire ? On peut en douter.

Il est certain que la très grande majorité des enfants tanzaniens de plus de sept ans est scolarisée. Le taux de scolarisation avancé officiellement pour l'école primaire est de 98%, ce qui est impressionnant, mais laisse encore hors de l'école plusieurs centaines de milliers d'enfants en âge de la fréquenter.

La petite équipe d'ATD Quart Monde présente en Tanzanie cherche à identifier les obstacles auxquels sont confrontées les familles dans leur ambition d'offrir à leurs enfants, au travers de l'éducation, un meilleur avenir.

Accéder à l'école

« J'ai rencontré l'instituteur et il m'a dit qu'à ce moment de l'année il n'était plus possible d'inscrire un enfant à l'école. Mais il était prêt à m'aider si je pouvais donner 15 000 Tsh¹ ou alors je

1. En Tanzanie, un travailleur très pauvre gagne entre 3 000 et 6 000 Tsh (shilling tanzanien) par jour.

devais attendre janvier : c'est ce que j'ai fait parce que je n'avais pas l'argent qu'il me demandait. En décembre je suis retourné le voir pour inscrire ma fille pour la rentrée de janvier et il m'a demandé son certificat de naissance, mais elle n'en avait pas. Il était d'accord pour la prendre quand même dans sa classe, mais je devais lui donner 17 000 Tsh. Comme je ne les avais pas, j'ai commencé à me renseigner sur ce que je devais faire pour obtenir un certificat de naissance pour ma fille. Quand j'ai revu l'instituteur deux semaines plus tard, il m'a dit qu'il n'avait plus beaucoup de places libres dans sa classe et qu'il serait plus prudent de payer ce qu'il me demandait. J'ai travaillé très dur pour y arriver (je fris des têtes et des pattes de poulet que je vends dans la rue). J'ai payé parce que j'avais peur de rater encore une fois une chance pour ma fille. »²

Inscrire son enfant à l'école n'est pas chose facile pour des parents très pauvres. D'abord il faut savoir quand s'y prendre, à qui s'adresser, avoir les documents nécessaires, ne pas être arrêtés par la crainte que l'on n'aura pas l'argent demandé, etc. Le manque d'information est bien souvent le premier obstacle à l'inscription de l'enfant à l'école. L'histoire de Mama Salma montre que certains instituteurs vont utiliser tous les moyens possibles pour obtenir de l'argent en contrepartie de l'inscription de l'enfant : sans être systématique, cette situation est suffisamment fréquente pour que certains parents très pauvres la redoutent au point de ne même pas essayer d'inscrire leur enfant.

L'absence de certificat de naissance est un obstacle majeur à l'inscription, même si la carte de santé ou une déclaration visée par un tribunal sont parfois acceptées en remplacement. Dans bien des cas les parents ne disposent d'aucun document et sont « obligés » de payer le prix de la corruption à l'instituteur. Cependant, dans ce cas, l'enfant n'est pas inscrit officiellement, il est seulement accepté dans la classe. Les parents doivent repayer chaque année et l'enfant ne pourra pas passer les examens officiels...

Envoyer son enfant à l'école impose de lui acheter un uniforme et des chaussures fermées, ce qui coûte environ 30 000 Tsh : c'est une grosse dépense pour les parents et ils savent que l'école est intransigeante sur cette question. Mama C. raconte :

« Je n'avais pas assez d'argent pour acheter des chaussures à mes deux enfants et l'an dernier l'école leur en a données, mais maintenant ces chaussures sont trop petites. Hier l'un de mes enfants est allé à l'école avec des tongs et l'instituteur était très en colère. Il a menacé de les brûler, alors mon fils est parti en courant et il est rentré à la maison. Chaque jour j'encourage mes enfants à aller à l'école, mais l'instituteur brise leur courage. »

Y aller régulièrement

Les premiers obstacles concernent donc l'inscription, mais le plus difficile sera de permettre à l'enfant de fréquenter l'école régulièrement.

Les premières difficultés sont de nature financière. Bien que l'école primaire soit en principe gratuite, chaque enfant doit apporter

2. Extrait de l'histoire de Salma, cf. Going to school, recueil de sept témoignages, disponible sur le site : <http://www.atd-fourthworld.org/Going-to-school.html>

de l'argent très régulièrement. Le montant est variable selon les écoles, entre 100 et 500 Tsh par semaine : il s'agit de payer pour l'achat de bancs ou de papier, de rémunérer un gardien pour l'école, etc.

À ces demandes régulières d'argent s'ajoutent des demandes plus exceptionnelles.

Et puis il y a cette question des « cours supplémentaires » donnés en fin de journée par l'instituteur. Beaucoup de parents sont témoins que l'instituteur de leur enfant ne fait pas vraiment cours durant la journée... Le véritable apprentissage n'est dispensé que pendant les cours supplémentaires, que les plus pauvres ne peuvent pas payer. Certains instituteurs vont même jusqu'à les rendre obligatoires.

Veronika a treize ans, elle est en sixième. Son papa nous raconte :

« Chaque jour ma fille doit apporter 300 Tsh à l'école pour payer les cours supplémentaires à l'instituteur. Le lundi et le vendredi, ceux qui n'ont pas apporté l'argent sont battus. C'est pour ça que Veronika manque souvent la classe ces jours-là. Ce que je voudrais, c'est que ma fille puisse aller normalement à l'école et avoir le choix de participer ou non aux cours supplémentaires puisque de toute façon je ne peux pas payer 300 Tsh chaque jour. »

Toutes ces demandes d'argent rendent la fréquentation de l'école bien aléatoire pour les enfants dont les parents doivent batailler quotidiennement pour gagner l'argent qui assurera un repas le soir à la famille. Par ailleurs, ces demandes manquent totalement de transparence : quelle en est véritablement la destination ? S'agit-il de corruption ? Est-ce un revenu additionnel pour l'instituteur ?... Ce n'est jamais bien clair pour les parents.

Soutenir ses enfants est difficile

D'autres difficultés proviennent de la mobilité liée à un déménagement des parents ou à la décision d'envoyer un enfant chez un grand-parent ou un oncle : sans le document de transfert établi par l'école que quitte l'enfant, toute réinscription est impossible. Et après trois mois de non scolarisation, l'enfant devra obligatoirement passer par une classe *Memkwa* (sorte de sas de réinsertion), classe dont la plupart des parents ignorent l'existence.

Très souvent illettrés, les parents ont bien du mal à soutenir leurs enfants grandissants qui sont attirés par la rue, les petits gains faciles et abandonnent l'école : 15% des garçons et 20% des filles ne terminent pas l'école primaire. Et nombreux sont ceux qui après sept ans d'école primaire ne savent ni lire ni écrire : cela explique que le taux d'analphabétisme des adultes stagne à 28% depuis plus de quinze ans.

Ceux qui finissent l'école primaire passent un examen national qui déterminera s'ils peuvent ou non rejoindre l'enseignement secondaire, ce qui sera le cas pour la moitié d'entre eux. Aujourd'hui, le niveau de fin de primaire ne permet pas de trouver un travail ni dans bien des cas d'être admis dans un centre de formation. Tous les jeunes arrêtant là leur formation sont donc promis à une activité professionnelle précaire.

Payer encore et toujours

Pour ceux qui sont admis dans un établissement secondaire, la première difficulté sera à nouveau l'argent, car l'enseignement secondaire public est payant, à des niveaux d'ailleurs très variables d'une école à l'autre.

Dans ces conditions, il n'est pas rare que des enfants issus de familles pauvres ne puissent pas poursuivre à l'école secondaire, bien qu'ayant réussi à l'examen d'entrée.

L'histoire de M. montre combien il faut être persévérant pour aboutir :

« M., une jeune fille de quatorze ans, ne peut pas entrer en première année de secondaire, malgré son succès à l'examen, à cause d'une question d'argent. Nous savons que cette situation n'est pas exceptionnelle, mais elle est toujours injuste et inacceptable. M. est orpheline et ces dernières années des membres de sa famille habitant le quartier prenaient soin d'elle, mais ils ont très peu de moyens et ne sont pas en mesure de la prendre en charge pour lui permettre d'aller à l'école secondaire. En tant qu'orpheline, M. peut être soutenue par le district pour le paiement des frais de scolarité, mais la procédure est difficile. [...] M. est finalement admise dans son école secondaire deux mois après la rentrée. Tout va bien pendant six mois, jusqu'à ce que M. soit exclue d'un examen : son 'statut d'orpheline' est contesté par l'administration, le processus n'ayant pas été achevé par le district et son nom ne figurant pas sur la liste officielle des élèves orphelins. [...] Deux mois plus tard son passage en deuxième année est refusé, non pas à cause de ses performances (elle est studieuse et a de bons résultats), mais encore à cause d'une question d'argent. Le district n'a pas payé ses frais de scolarité et 'd'autres frais' restant à la charge de M. n'ont pas été payés, ils représentent trois fois les frais de scolarité. »³

Se mobiliser face à un avenir très compromis

L'impossibilité de poursuivre des études, l'incertitude face à l'avenir..., sont des facteurs favorisant les grossesses précoces : un quart des jeunes tanzaniennes de dix-huit ans a déjà au moins un enfant. Ces mamans très jeunes, sans formation ni revenu, souvent seules pour élever leur enfant, sont peu préparées à assumer leurs responsabilités de parent et à soutenir efficacement leur enfant dans leur scolarité.

Une autre difficulté à laquelle sont confrontées les familles pauvres pour scolariser leur enfant dans le secondaire est la question de la langue. Alors que l'enseignement dans le primaire est assuré en swahili, il est dispensé en anglais dans le secondaire. Les enfants sont censés avoir appris l'anglais durant les sept années d'école primaire, ce qui est totalement illusoire, les instituteurs n'étant absolument pas en mesure d'assurer cet enseignement. Les familles qui en ont les moyens payent des cours d'anglais à leurs enfants durant le primaire et poursuivent même durant le secondaire, ce qui leur coûte environ 20 000 Tsh par mois, soit trois à quatre jours de revenus pour un travailleur pauvre... Pour certains enfants, l'école

3. Extrait du Rapport d'activités 2010, disponible à <http://www.atd-fourthworld.org/-Reference-texts-.html>

secondaire va consister à assister à des cours auxquels ils ne comprennent rien et à être exclus après l'examen national de fin de quatrième année. Les autres poursuivront encore pendant deux ans et pourront accéder à des études supérieures.

Il est bien difficile de parler d'éducation pour tous si l'on regarde la réalité de l'accès à l'école pour les enfants de familles pauvres et *a fortiori* de familles très pauvres. Le manque d'enseignants fait que les classes sont surchargées : souvent cent élèves, voire plus. Il est impossible dans ces conditions de fournir un enseignement de qualité et encore moins d'apporter le soutien nécessaire aux enfants en difficulté. Les enseignants sont mal payés, souvent payés très en retard, ce qui ne crée pas vraiment de vocation et n'attire pas les jeunes Tanzaniens les plus dynamiques. Sélection par l'argent, piètre qualité de l'enseignement... alors que l'éducation devrait être une passerelle vers la réduction des inégalités, elle ne fait que les amplifier.

Face à cette situation inquiétante, il reste heureusement la détermination des parents à permettre à leurs enfants de réussir à l'école. Pour y parvenir, ils se soutiennent, se mettent ensemble et se font entendre, comme dans ce rapport *Going to school* fait à l'occasion du vingtième anniversaire de la Convention des droits de l'enfant⁴. ■

4. Voir note 2.